Commémoration du 81ème anniversaire de la Libération de Paris organisée par le Comité des Syndicats CGT de la ville de Paris.

Mesdames et Messieurs les représentants du Comité Parisien de la Libération,
Madame la Maire de Paris,
Mesdames et Messieurs les Maires Adjoints,
Mesdames et Messieurs les Conseillers de Paris, Mesdames et
Messieurs les Maires d'arrondissements, Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les Directeurs, Chers Amis,
Chers Camarades,

Au nom du Comité du Souvenir, au nom du Comité Parisien de la Libération, au nom du Comité des Syndicats CGT de la ville de Paris, au nom du Groupement Résistance Seine, nous vous remercions d'avoir répondu à notre invitation.

En célébrant ce 81ème anniversaire de la Libération de Paris, nous rendons hommage au peuple parisien qui, en août 1944, libéra Paris et nous rendons hommage aux peuples alliés qui mirent fin au nazisme.

Nous rendons hommage à toutes celles et ceux, qui nombreux sur notre territoire, luttèrent en faisant le sacrifice de leur vie, pour la liberté de notre pays, pour le rétablissement de la République Française et de ses institutions démocratiques, et nous rendons hommage plus particulièrement à nos camarades de la ville de Paris et de l'Assistance Publique.

Pendant 4 ans, la France a été occupée par les nazis. Durant ces 4 années, alors que de grands industriels trahissaient privilégiant leurs profits et l'exploitation des peuples asservis, la classe ouvrière, elle, résistait !

En 1944, la classe ouvrière était prête pour l'insurrection finale.

Le 18 août 1944, un mot d'ordre de grève lancé par l'Union des Syndicats CGT de la Région Parisienne et l'appel du Comité Parisien de Libération ont permis de déclencher l'insurrection dès le 19 août.

Cette Commémoration de la Libération n'est pas l'affaire des seuls participants, des survivants de l'époque, c'est un héritage à prendre et à faire fructifier parmi les générations d'aujourd'hui et de demain.

L'insurrection a permis l'installation d'un gouvernement français, ayant, entre autres, la tâche d'appliquer le programme du Conseil National de la Résistance.

Les objectifs de la Résistance n'étaient pas seulement de chasser l'envahisseur du territoire national, d'écraser la barbarie nazie, mais d'intégrer, à la perspective de la Libération Nationale, l'avènement d'une République nouvelle, indépendante, démocratique et sociale avec le Conseil national de la Résistance et son programme intitulé « Les jours heureux ».

Alors que les grands financiers, le MEDEF, et les gouvernements successifs soumis à leurs diktats, n'ont de cesse de remettre en cause ces conquis fondamentaux, qui permirent à notre pays, alors en ruine, de se reconstruire, ce programme n'apparait en rien dépassé, bien au contraire.

Le Service Public, la sécurité sociale, le statut de la Fonction Publique, les conventions collectives, le code du travail, le droit de grève, le droit au logement, au travail, à un salaire décent, à une retraite pour tous, les libertés collectives et individuelles et d'autres fondements progressistes de notre société, sont en grande partie issues du programme du Conseil National de la Résistance.

Pour cela, la CGT s'engage à perpétuer et à prolonger cet héritage en le défendant face à la réaction capitaliste libérale des gouvernements de droite comme ceux, se prétendant de gauche.

Aujourd'hui, dans un pays livré au pouvoir de la finance à travers les politiques ultras libérales, où le patronat et les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de remettre en cause tous les conquis sociaux des salariés. Ces politiques deviennent de plus en plus mortifères pour les travailleuses et travailleurs et pour la démocratie. Ils n'hésitent pas à employer des méthodes fascisantes pour dicter leurs volontés.

Il faut rompre avec ces politiques d'austérité qui ne profitent qu'aux capitalistes.

Les grèves et mobilisations de ces dernières années démontrent le rejet des politiques Sarkozyste / Hollandiste et Macroniste ! Les résultats aux élections politiques, aussi !

Dans un contexte social, où le taux de pauvreté a battu un record en 2023 en France métropolitaine où les inégalités se creusent selon le dernier rapport de l'Insee.
9,8 millions de personnes se trouvaient en 2023 en situation de pauvreté monétaire, soit 15,4 % de la population, du jamais vu depuis 30 ans. En un an, 650 000 personnes ont basculé dans la pauvreté.

Le 15 juillet dernier, le premier ministre François Bayrou annonce un effort à produire pour soi-disant réduire le déficit public en 2026. Les coupes budgétaires annoncées seraient de 43,8 milliards d'euros, elles prévoient notamment un gel du barème des impôts, des prestations sociales et des retraites. Ceci, tout en maintenant les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contrôles ni contreparties, qui sont détournés de la protection sociale, ainsi que les 73 milliards d'euros de baisses d'impôts faites chaque année faites aux grandes entreprises.

L'année 2026 sera une « année blanche » et bien entendu nos rémunérations ne verraient pas une année de plus, d'augmentation du point d'indice et toujours pas d'indexation sur l'inflation…

De plus, Bayrou revendique les suppressions de deux jour fériés dont le 08 mai, date de capitulation des nazis. Dans un contexte politique où le rassemblement national, créé par des ex-Waffen SS se rapproche du pouvoir, le message de la macronie est sans ambiguïté !

Ce n'est pas une politique d'intérêt général, c'est un énième transfert des richesses créées par les travailleurs et travailleuses vers les plus riches !

Le monde du travail le sait. Il lutte pour toutes les urgences sociales mais aussi climatiques, car il est inadmissible de les opposer. Le dérèglement climatique n'est en aucune façon de la responsabilité des citoyens.

Les salariés pèsent de toute leur force pour conserver ces conquêtes et les étendre : c'est une question de justice et d'urgence sociale. Rien ne justifie la remise en cause de nos conquis.

Aujourd'hui encore, le monde est assis sur une véritable poudrière qui s'embrase et s'étend de jour en jour dangereusement.

Que ce soit au Proche-Orient, en Afrique, en Europe, dans le monde, nous ne pouvons accepter de voir des nations entières basculer dans l'horreur, la violence, et des millions de victimes innocentes sacrifiées.

Ces conflits incessants sont des guerres injustes, supportées pour l'essentiel par les peuples, et en premier lieu par les femmes et les enfants au nom d'intérêts purement économiques et capitalistes, poussés par les lobbys militaro-industriel.

Le génocide en cours en Palestine occupée, soutenue par la politique du président américain Donald Trump, les attaques au Liban, au Yémen, en Syrie et en Iran, font de

l'entité sioniste, la première responsable à l'instabilité régionale au risque potentiel d'embrasement général et de troisième guerre mondiale.

Le gouvernement français, par son silence et la vente d'armes à Israël est complice du génocide à Gaza.

Dans ce contexte international meurtrier, le devoir de mémoire pour lequel nous sommes réunis aujourd'hui, doit aussi nous interpeler sur les révisionnismes ambiants.

Notamment le rôle écrasant de l'URSS et de l'armée rouge dans la victoire contre le nazisme qui est fréquemment remis en cause par certains dirigeants et leurs médias complices.

Ou encore la glorification de collaborateurs criminels nazis par certains pays européens comme l'Ukraine : Stepan Bandera ou encore Roman Choukhevytch, avec l'organisation de défilés à Kiev et l'inauguration de plaques de rue commémoratives en leur honneur.

Ce pays a institutionnalisé le culte de l'Organisation paramilitaire des nationalistes ukrainiens (OUN), qui a collaboré avec les nazis et aidé au massacre des Juifs, et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), qui a massacré des milliers de Juifs, ainsi que 70 000 à 100 000 Polonais.

En France, et plus particulièrement Place de l'Hôtel de Ville à Paris, des rassemblements en soutien à l'état ukrainien avec des drapeaux de l'UPA ont eu lieu en toute impunité.

En 2023 lors du déplacement du Président Zelensky au Canada, le Parlement de ce pays applaudit le vétéran ukrainien de la SS Yaroslav Hunka.

Le développement du progrès social passe inévitablement par un désarmement massif.

Jaurès le disait : « *l'affirmation de la paix est le plus grand des combats* ».

Les travailleuses et travailleurs sont créateurs de richesses. Non, le chômage, la misère et les guerres ne sont pas des fatalités, il faut les combattre et cela passe par une politique sans concession en faveur du monde du travail. Il est inacceptable que continuent de se développer la misère, la précarité, l'exclusion, que des millions de personnes ne puissent se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner, se cultiver et jouir de la vie.

Dans le sillon des résistants, nous relevons le défi de la lutte pour la satisfaction des besoins sociaux et l'éradication de la pauvreté opposée à l'égocentrisme des capitalistes.

Toutes les évolutions doivent être tournées vers le bonheur de l'être humain et la préservation de notre planète. Pour cela, il faut rompre avec la logique où les intérêts

privés priment sur l'intérêt commun. Les progrès extraordinaires des moyens technologiques doivent permettre de travailler tous et moins et non d'enrichir les possesseurs du capital.

Il faut cesser immédiatement de casser nos hôpitaux, nos écoles et nos services publics qui sont notre bien commun payés avec nos impôts et donner, au contraire, tous les moyens financiers et humains que les personnels revendiquent.

La CGT, n'aura de cesse de le rappeler : « *plutôt que d'investir dans la finance, dans la guerre et de mettre en place des politiques de rigueur sociale, il faut investir dans les salaires et les pensions pour relancer l'économie.* »

Il faut augmenter les salaires, les pensions, les minimas sociaux et revaloriser le point d'indice à 6 euros dans la fonction publique. Les petites revalorisations votées ces dernières années, n'ont jamais rattrapées le niveau de l'inflation et contribuent à l'appauvrissement des fonctionnaires.

Il faut mettre en place les 32 heures hebdomadaires maximum et embaucher des fonctionnaires au statut pour lutter contre le chômage, améliorer les conditions de travail des agents et sauver notre caisse de retraite la CNRACL.

Il faut interdire les licenciements boursiers, supprimer toutes les exonérations ou aides aux entreprises qui pratiquent la politique du chantage à l'emploi.

Il faut maintenir la retraite par répartition avec un minimum équivalent à 2000 euros mensuel, rétablir le départ à 60 ans maximum pour tous, avec un départ anticipé à 55 ans pour tous les salariés exerçant des métiers pénibles, et dès 50 ans pour les métiers dits insalubres, à taux plein avec 35 annuités de cotisations.

Il faut abroger la loi travail, abroger l'Accord National Interprofessionnel de 2023 qui exclut les augmentations pérennes, abroger le pacte de responsabilité, abroger la loi Macron de 2017 sur le dialogue social, la loi de transformation de la Fonction Publique, abroger toutes les contre-réformes de 1993 à 2025 sur les retraites et toutes les lois de régression sociale…

C'est bien pour ces combats que sont tombés celles et ceux, à qui nous rendons hommage aujourd'hui.

C'est pourquoi : aujourd'hui tout comme hier et comme demain, il convient de prendre des mesures économiques, législatives et environnementales réellement anticapitalistes pour opérer des choix décisifs alliant les intérêts du pays à ceux du monde du travail.

La CGT combattra avec la plus grande force le racisme, la xénophobie, le sexisme et l'homophobie et les privations de libertés. Et la CGT condamne la répression qui vise ses militants qui protestent contre les actions génocidaires en Palestine.

Non, rien ne saurait justifier les pratiques qui bafouent les valeurs républicaines, humanistes et de respect des droits de l'Homme. Valeurs auxquelles étaient profondément attachés celles et ceux que nous honorons aujourd'hui.

C'est aussi ce qui renforce notre combat avec les sans-papiers, les sans droits, les sans-logis, tous les exclus de notre société. Nous condamnons toutes les expulsions et les arrestations de sans- papiers. L'exemple des rafles menées par Bruno Retailleau, comme celles des 18 et 19 juin dernier en sont l'illustration abjecte qui nous ramène aux pires heures du pourquoi nous sommes présents aujourd'hui.

Nous condamnons les violences policières et la répression particulièrement fortes sur les personnes racisées, en métropole et dans les territoires ultra-marins. Nous exigeons l'abrogation de la loi Cazeneuve de février 2017 et l'arrêt des persécutions des militants canaques.

La politique désastreuse qui est imposée aux peuples par la Commission Européenne, le FMI et la Banque mondiale constitue un recul de civilisation insupportable. Elle impose aux travailleurs de payer la note tout en permettant aux possédants du capital de continuer de dégager des profits fabuleux et dans le même temps l'évasion fiscale européenne ne cesse de croître, 1 000 milliards d'euros d'évasion fiscale chaque année.

Oui, il est urgent de mettre en place un nouvel ordre économique mondial permettant de peser durablement contre les velléités spéculatives. L'injustice sociale ne peut que conforter les thèses d'extrême-droite portées par de plus en plus de dirigeants politiques qui constituent un danger pour la démocratie et les libertés au niveau de notre pays mais aussi au niveau européen et mondial.

Ces hommes et ces femmes, qui ont libéré Paris, la France et l'Europe, voulaient une société humaine et juste, nous la voulons aussi.

La période de la pandémie mondiale avait démontré l'indispensabilité de nos services publics. La période festive des jeux olympiques de 2024 en aval, pendant et en amont ne fait que confirmer cette indispensabilité et cette efficacité. La Maire de Paris a su pendant cette période mettre les moyens suffisant face aux besoins réels des usagers.

Pour la CGT, La Ville de Paris doit cesser sa politique de privatisation, de délégation de

service public, et revenir sur la gestion en régie de tous les services publics. Comme par exemple, cette énième et honteuse privatisation de la piscine Château-Landon dans le 10ème arrondissement ou encore la délégation de l'approvisionnement énergétique de la capitale à un acteur privé soumis aux objectifs de rentabilité : le groupe Octopus Energy France, qui contrairement à son nom n'a rien de français mais est un groupe financier britannique.

C'est pourquoi, la Maire de Paris doit allouer tous les moyens humains et budgétaires pour le bon fonctionnement de chaque service, prendre toutes les mesures en termes d'évolution de carrière, d'égalité femme/homme, d'égalité salariale et professionnelle, toutes les mesures contre toute les violences et discriminations, toutes les mesures pour diminuer le temps de travail.

Par ailleurs, Sur l'ensemble du territoire national, les libéraux et pas uniquement les exécutifs locaux de droite et d'extrême droite, sont avides d'effacer la mémoire ouvrière et tous ses symboles de luttes pour réduire la capacité des organisations syndicales à s'organiser et à lutter.

Pour preuve, Ariel WEIL, Socialiste, représentant d'un parti politique de la gauche du Capital, qui sévit dans la collectivité parisienne depuis 2001 et qui est à l'origine de nombreux recul sociaux des agents du service public de la collectivité, a tenté cette année, de faire voter un vœu en ce sens au Conseil de Paris, après une tentative faite sur son arrondissement, visant à la confiscation de la Bourse du Travail Turbigo dans le 3ème arrondissement :

Le Parti Socialiste a voté : POUR, les Communistes et les Ecolos ont voté : CONTRE et la Droite s'est : Abstenue.

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris ne laisseront jamais faire et se sont immédiatement mobilisé avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

Le vœu de rénovation des bourses du travail parisiennes porté par le groupe Communiste & Citoyen du Conseil de Paris Conseil de Paris des 8, 9, 10 et 11 avril 2025 a contribué largement, au recul de l'exécutif parisien sur son projet mortifère de reprise de nos Bourses du Travail.

Nous ne laisserons jamais le parti socialiste ou qui que ce soit, salir les mémoires d'André Tollet, de Louise Michel, d'Ambroise Croizat et de tous ces résistants et communards, dont les salles des bourses du travail parisiennes portent fièrement leurs noms, et pour cela, Il nous est impératif de reprendre la revendication CGT d'une Bourse du Travail par arrondissement et de renverser le rapport de force en mobilisant l'intégralité des secteurs professionnels parisiens.

Comme en 1945, ces revendications doivent être entendues. Il y a urgence !

Nous combattrons avec toutes les forces de progrès, pour plus de justice sociale et économique, de démocratie et de paix, cet idéal qui animait celles et ceux qui sont tombés pour la libération de notre pays et pour lequel nous sommes réunis aujourd'hui, **afin d'honorer leur mémoire. Permettez-nous de citer parmi eux :**

- **Georges BLOT,** Egoutier de la Ville de Paris. Résistant, il fera partie d'un convoi arrivé à Auschwitz-Birkenau le 30 avril 1944. Composé à 70 % de résistants. Il est assassiné le 27 septembre 1944 à Flossenburg.

- **Corentin CELTON** Préposé de l'Assistance Publique de Paris, secrétaire de la fédération des services publics, militant communiste, il est fusillé le 29 décembre 1943 au Mont Valérien.

- **Louis CHEVALIER**, égoutier de la ville de Paris. Il fut l'un des 136 conseillers municipaux de banlieue arrêtés pour n'avoir pas renié son idéal communiste. Interné aux camps d'Aincourt en octobre 1940 et de Rouillé en juillet 1942, il partira dans le convoi dit « des 45 000 » pour Auschwitz le 6 juillet de la même année avec plus de 1000 autres militants dont seuls 119 reviendront. Louis sera assassiné avec 146 autres camarades le 18 septembre1942.

- **DUCOSTAL**, Chef de Bureau à la ville de paris

- **Antoine HAJJ**, avocat conseil de la fédération des services publics CGT, grand défenseur des militants ouvriers arrêtés, il est fusillé, lui aussi au Mont Valérien le 20 septembre1941.

- **Antonin JANSELME,** Ingénieur des Services Techniques, bon catholique selon Marcel Paul, il proposait aux personnels fin 1940, une organisation souterraine de résistance de liaison par les égouts parisiens. Arrêté et déporté, il meurt le 13 Avril 1945 en captivité.

- **Raymond JEANNOT** Ouvrier menuisier, à la compagnie générale des eaux de la ville de Paris, militant communiste, résistant il est fusillé le 11 août 1942 au Mont Valérien.

- **Jules LATHUILLE** commis ambulant principal au service de l'octroi. Retraité le 1er novembre 1942, médaillé militaire et croix de guerre. Recensé dans le convoi du 24 janvier 1944 dit « des tatoués » composé à 70% de résistants, il arrive le 30 avril à Auschwitz. Il poursuivra son parcours jusqu'à Buchenwald ou sur 1 670, plus de 800 d'entre eux périront. Jules y sera assassiné le 6 mars1945.

- **Roger LEMANER** Adjoint Technique à la Ville de Paris, déporté à Bergen-Belsen, il meurt des mauvais traitements en déportation.

- **Roger LERAT**, aide-jardinier aux fleurs municipales, militant du secours rouge et du parti communiste, il est fusillé parmi les 88 otages, le 11 août 1942 au Mont Valérien.

- **Edouard MAURY** Égoutier de la ville de Paris, secrétaire de section syndicale CGT, militant du parti communiste, résistant FTP, commissaire inter-régional FTP à la tête de 300 hommes armés, il est fusillé au Mont Valérien, le 29 décembre1943.

- **André MORTUREUX** sous brigadier à l'octroi de Paris, après l'interdiction du parti communiste, il refuse de désavouer ses engagements. Signalé par le commissaire de police de Livry-Gargan et arrêté pour distribution de tracts, il subit le même sort que son camarade Louis Chevalier. Il était membre actif du PCF à Sevran, secrétaire d'un comité d'usagers de la SNCF, il est assassiné le 8 octobre 1942 à Auschwitz.

- **Gaston PAYMAL**, du secrétariat des services publics, il est du convoi du 24 janvier 1943. 1466 hommes essentiellement communistes entreront à Sachsenhausen. Pour beaucoup ils seront fusillés aux camps, Gaston y meurt le 6 août1943.

- **Henri POURCHASSE** Ouvrier métallurgiste du Service des Eaux, secrétaire adjoint du syndicat CGT de la section technique des machines de la ville de Paris, militant communiste, il fut l'un des 27 fusillés de châteaubriant avec Guy Moquet le 22 octobre1941.

- **Maurice ROBINET** Cantonnier du Nettoiement à la Ville de Paris, résistant FTP, Il est arrêté par la police de Vichy, torturé sans ménagement, il choisit la liberté en se suicidant en prison.

- **Paul THOMOUX** Infirmier, secrétaire régional du syndicat CGTU des Hôpitaux Psychiatriques. Elu communiste, résistant il est arrêté en 1941. Paul est interné au Camp de Rouillé d'où il est libéré avec l'ensemble des politiques du Camp par les FTP dans la nuit du 11 au 12 juin 1944. Il rejoints alors le maquis dans la forêt de Saint Sauvant où, en attente d'un parachutage d'armes qui n'est jamais arrivé, ils seront 31 à être encerclés et massacrés, le 27 juin 1944.

A l'hommage que nous rendons à la mémoire de nos camarades, nous associons celui qu'avec toute la population parisienne nous devons aux 8 élus de la capitale, Conseillers Municipaux et Généraux Communistes ainsi qu'à toutes et tous les combattants avec ou sans uniformes, fusillés pour la Libération de la France.

A toutes celles et ceux, victimes de la déportation, emprisonnés dans les camps de la mort qui n'en sont jamais revenus.

Au nom de toutes ces femmes, de tous ces hommes, nous avons fait le serment de transmettre aux générations futures, les enseignements de leur lutte.

En vous remerciant de votre attention